

Périodiques non canadiens

Selon la couverture du *Reader's Digest*, il est publié dans 30 pays et en 13 langues. Il est indiqué au verso que le magazine est publié par la Reader's Digest Association (Canada) Limited, et sur la feuille de garde, qu'il s'agit d'une édition internationale. L'édition anglaise serait celle des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Australie, d'Afrique du Sud, de Nouvelle-Zélande, d'Inde, et d'Asie. Voilà le prétendu magazine canadien qui devrait être exonéré d'impôt et avoir un statut spécial, ce magazine qui est publié dans 30 pays et en 13 langues.

J'ai entendu dire qu'il existait huit éditions du *Time* publiées par Time Incorporated dans diverses parties du monde. Je ne pense pas que bien des gens considèrent vraiment le *Time* ou le *Reader's Digest* comme des magazines canadiens. Ce serait vraiment déformer la réalité. Ils ne sont vraiment pas, et ne seront jamais des magazines canadiens. Ils n'ont jamais prétendu l'être.

En 1965, pour encourager la culture canadienne, le gouvernement de l'époque a décidé de soutenir l'industrie des revues canadiennes. Dix ans plus tard, nous sommes tous au courant de la situation paradoxale qui existe depuis que le gouvernement a décidé d'encourager l'industrie et a exempté des prescriptions de la loi les deux revues les plus notoires du Canada qui attirent je ne sais quel pourcentage—il est certainement très élevé—des recettes publicitaires au Canada et, à mon avis, la plupart des Canadiens sont scandalisés de voir que parmi toutes les revues étrangères vendues au Canada, qui vont du *Newsweek* au *Model Railroader*, seuls *Time* et *Reader's Digest* jouissent d'un avantage fiscal. La plupart des Canadiens se demandent pourquoi ces revues sont soustraites aux rigueurs de la loi.

● (2040)

Pourquoi parler de censure à propos de ces deux revues qui sont vendues au Canada de la même façon que toutes les autres? Comment *Time* diffère-t-il de *Newsweek*? Pourquoi *Newsweek* doit-il livrer concurrence aux autres revues vendues au Canada sans pouvoir offrir à ses annonceurs canadiens les mêmes avantages fiscaux que le *Time*? Pourquoi les entreprises canadiennes, les banques et ainsi de suite, n'obtiennent-elles aucun avantage fiscal lorsqu'elles achètent des annonces dans l'*Economist* de Londres au lieu d'en faire dans le *Time*?

Il est faux de croire que quelqu'un veut empêcher *Time* et *Reader's Digest* de se vendre au Canada. Ces revues continueront de se vendre aussi longtemps que les maisons mères réaliseront des bénéfices au Canada. Ces maisons d'édition sont des sociétés internationales et elles continueront de vendre leur revue au Canada tant qu'elles réaliseront des bénéfices. C'est ce qu'il faut faire comprendre à ceux qui ont été persuadés par des arguments vaseux qu'ils ne pourront plus lire *Reader's Digest* ou *Time*. Pourquoi *Reader's Digest* devrait-il jouir d'un avantage fiscal spécial que *Good Housekeeping*, revue très populaire au Canada, n'a pas? En quoi ces deux publications sont-elles spéciales?

Ce qui a rendu la question particulièrement blessante pour les Canadiens a été l'intervention personnelle de Henry Luce qui, d'après ce qu'on avait laissé entendre au public, avait menacé la souveraineté du Canada en 1965 par l'entremise du département d'État, à un moment où le Canada se trouvait dans une position supposément faible relativement à un certain accord commercial. En y réfléchissant bien, n'importe quel Canadien trouverait blessante une intervention semblable de la part du département d'État de la base même du gouvernement des

[M. Stollery.]

États-Unis, puisque Henry Luce était à l'époque un homme très puissant.

Les avantages fiscaux dont bénéficient des périodiques étrangers, l'espoir de voir prospérer l'industrie canadienne des périodiques, tout cela en fin de compte, fait partie de la politique culturelle du Canada. Le domaine et le sujet sont intéressants. Je pense que les députés de l'opposition l'ont exprimé de façons diverses puisque c'est un domaine où la subjectivité joue un rôle important. La culture est un sujet très subjectif. Comme l'a déjà dit William James, la culture vit de sympathie et d'admiration, non pas d'aversion et de dédain. Je crois que c'est là un point important. Il est facile de mépriser la culture parce qu'elle est de nature subjective.

La culture a une valeur profonde et jusqu'à tout récemment les Canadiens en ont fait bon marché. L'une des raisons est que notre géographie culturelle rend la chose assez difficile, coincés que nous sommes entre deux géants anglophones, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ce qui m'a souvent étonné, c'est la façon particulière dont les valeurs culturelles au Canada ont alterné entre le provincialisme américain et le provincialisme anglais. Ce n'est qu'au cours des années 60 que nous avons pris conscience de notre propre identité lorsqu'on a voulu valoriser la culture canadienne dont la présente mesure est un élément essentiel.

Naturellement, la culture a une importance fondamentale pour le Canada. Sans culture, nous n'existons pas comme pays. Si nous n'en avons pas, nous n'existons pas. Si nous n'avons pas nos propres artistes, nos propres écrivains, nos propres agents culturels—et pour le réaliser nous devons disposer d'agents actifs comme les magazines—cela veut dire qu'il n'y a rien au Canada digne d'être exprimé. Et je crois que nous avons nos propres opinions, que nous avons nos propres valeurs qui méritent d'être exprimées.

Ce n'est sûrement pas à la Chambre des communes du Canada que je dois rappeler la grande aventure canadienne—deux peuples fondateurs créant un pays aux confins du monde habitable, bravant la neige, la glace et tout ce qui pouvait se dresser contre une telle entreprise. Le Canada est un pays remarquable car il ne devait jamais exister. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte du Canada pour voir des agglomérations le long des côtes et des rives de quelques lacs ou d'un cours d'eau. C'est un pays qui défie l'histoire, l'œuvre de deux peuples fondateurs; allons, lisez Francis Parkman et voyez comment les premiers colons français mangeaient de la mousse afin de survivre à l'hiver canadien; il n'est pas étonnant qu'ils n'aient pas eu le temps de s'occuper de culture; tout au plus parvenaient-ils à se maintenir en vie.

Je ne suis pas nationaliste, en matière de culture. Je ne crois pas au nationalisme culturel, d'une part, parce que ce serait faire preuve d'introversivité et d'autre part parce que je suis bien trop attaché par goût à la collectivité internationale. Mais je crois qu'au Canada nous avons des valeurs distinctes à offrir au monde et que nous devons avoir des véhicules nécessaires pour les faire circuler. Les revues canadiennes, malgré tout ce qu'on peut trouver à redire à leur sujet et malgré leur évidente pauvreté jusqu'ici, représentent néanmoins des agents importants que le public et le pays doivent encourager.

Une voix: Oui, mais pas par des lois.

M. Stollery: Mais si. Tant qu'à légiférer et à adopter des lois pour encourager ce domaine d'activité, c'est exactement la manière de s'y prendre. Je ne suis pas de l'avis du